



Les revendications d'ECVC depuis la place du Luxembourg, Bruxelles : Mettre fin aux accords de libre-échange et garantir des prix équitables pour les paysan.nes

Des centaines de paysan.nes de la Coordination européenne Via Campesina (ECVC) se sont rassemblé.e.s avec leurs tracteurs sur la Place du Luxembourg, à Bruxelles, aux côtés de plus de 30 organisations de la société civile pour demander la fin de l'accord UE-Mercosur et des autres accords de libre-échange (ALE), et des prix équitables pour les paysan.nes.

Les paysan.nes de toute l'Europe ont répondu à [l'appel](#) à la mobilisation européenne à Bruxelles, lancé lundi par ECVC et l'une de ses organisations belges, la FUGEA, afin d'exiger des changements concrets pour les paysan.nes aux responsables politiques européen.ne.s. Pour ECVC, les politiques néolibérales de l'Europe sont la cause principale du mécontentement des paysan.nes qui s'est manifesté au niveau national ces dernières semaines.

Les paysan.nes d'ECVC soulignent également qu'ils et elles ne viennent pas à Bruxelles pour détruire quoi que ce soit, mais pour apporter des propositions concrètes pour l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture en Europe. Grâce à cette mobilisation coordonnée des paysan.nes européen.ne.s, qui ont également bénéficié d'un soutien important de la part de la société civile, nous souhaitons placer les demandes des paysan.nes au cœur du processus décisionnel de l'UE.

Le commissaire à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski, et le cabinet de Charles Michel, président du Conseil européen, ont accepté de rencontrer ECVC après la mobilisation pour discuter de ces demandes. Cependant, malgré de multiples demandes depuis lundi, Ursula Von der Leyen et David Clarinval n'ont pas répondu à la demande de rencontre. Ce manque de volonté politique de créer des espaces transparents pour que les paysan.nes puissent aborder les incohérences qu'ils et elles vivent au quotidien est inacceptable, en particulier dans le contexte du dialogue stratégique sur l'agriculture récemment initié par la Commission européenne.

Pour ECVC, l'exemple même de ces incohérences est la poursuite des négociations de l'accord de libre-échange UE-Mercosur. Comme l'a souligné Morgan Ody, paysanne en Bretagne et membre du Comité de coordination d'ECVC dans son discours d'ouverture de la manifestation, « Les ALE ont poussé les agriculteur.rice.s vers une production orientée vers l'exportation, avec des prix qui ne couvrent pas les coûts de production et des politiques qui favorisent les grands acteurs industriels. Il faut mettre un terme définitif à l'accord UE-Mercosur, ainsi qu'à tous les accords de libre-échange. Nous voulons un nouveau cadre commercial international fondé sur la souveraineté alimentaire. ».

Au contraire, les paysan.nes doivent être soutenu.e.s par des politiques agricoles cohérentes et une réglementation des marchés garantissant des prix agricoles stables et supérieurs aux

coûts de production. L'UE doit rétablir les prix d'intervention et les prix minimums pour tous les produits. La directive sur les pratiques commerciales déloyales doit être mise en œuvre, en suivant l'exemple positif de la loi espagnole sur la chaîne alimentaire. L'UE doit également assurer un budget suffisant et une répartition équitable des aides de la PAC pour faciliter une transition juste vers l'agroécologie et des pratiques durables. Les paysan.nes doivent également être soutenu.e.s dans cette transition en minimisant la charge administrative.

Plus d'informations et de photos de la mobilisation [ici](#).

Porte-paroles

Morgan Ody - CC d'ECVC - +33 626977643 - FR, EN

Leonardo van den Berg - CC d'ECVC - +31 6 45728069 - EN, NL

Vitor Rodrigues - CC d'ECVC - +351966468055 - PT, EN

Hugues Falys - FUGEA - +32 049761414 - FR

Vincent Delobel - FUGEA - + 32 0487 9052 02 - FR, EN